

Débat de politique départemental

Thème porté à l'initiative du groupe des élus Verts,

« La mise en place du revenu universel au Département »

Intervention de Sophie HERVE

Nous remercions nos collègues élus écologistes d'avoir invité ce sujet dans nos débats du Conseil départemental.

Tout d'abord parce qu'en effet, nous sommes convaincus que les urgences écologiques qui nous font face, et qui appellent des réponses à la hauteur des enjeux, donc de l'audace, du courage politique, doivent s'accompagner de décisions fortes pour répondre aux urgences sociales.

De la même manière que la politique des petits-pas, des mesurette destinées à ne pas froisser les détenteurs des capitaux, les marchés financiers, comme le pratique le gouvernement, est une impasse ; celle qui consiste à gérer la pénurie, à traiter les effets de la misère ou des privations sans vouloir l'éradiquer, en est une autre.

Les crises environnementale et sociale proviennent des mêmes modèles et ont besoin des mêmes solutions. Une intervention publique forte et contraignante avec une refonte de notre modèle de société pour contrer le néolibéralisme qui fait mal aux êtres humains comme à l'environnement.

Bref, fin du monde et fin du mois, même combat.

Garantir un revenu universel à tous les citoyens, pas un revenu minimalisé pour tenter de survivre à un niveau largement inférieur au seuil de pauvreté, mais bien un revenu pour vivre décemment, va dans ce sens.

Appelons-le comme on veut, trouvons les bons mécanismes, mais gardons ce cap : pas un jeune, pas un adulte, pas un sénior avec un revenu garanti en dessous du seuil de pauvreté. Sans exception.

C'est non seulement possible, mais c'est un devoir sociétal, surtout dans un pays qui figure parmi les plus riches au monde et dont les richesses vont croissantes d'année en année, même en période de crise grave comme en 2008 ou maintenant.

Le seuil de pauvreté est calculé par l'INSEE en référence au niveau de vie médian, il était établi à 1.063 Euros pour une personne seule. 9,3 Millions de Français vivent en dessous.

Et quand on interroge l'ensemble des Français, ils considèrent qu'une personne est pauvre si son revenu est inférieur à 1.228 Euros net par mois. C'est ce que l'on appelle le seuil de pauvreté subjectif.

Le SMIC net est quant à lui fixé à 1.231 Euros net ! Il est temps d'agir ! A la fois sur les salaires et sur l'instauration d'un Revenu garanti.

Pour notre Département, nous savons que plus de 10% des seinomains vivent en dessous du seuil de pauvreté, 33% chez jeunes de 16 à 25 ans et encore ce chiffre a été communiqué au Conseil départemental le 10 décembre 2018 avant la crise donc.

Alors en effet, il va falloir inventer des solutions nouvelles, il est grand temps de changer non pas simplement de logiciel mais bien de braquet.

L'idée du Revenu universel répond à cette nécessité.

Enfin, pour être plus précise, nous évoquons ici un vrai revenu et universel. Pas un habillage de l'existant pour chercher au passage à réduire ou à supprimer des allocations.

Objectif visiblement recherché par le RUA, Revenu Universel d'Activité brandi par le Président Macron en 2018. Un projet qui dans sa finalité n'a rien de commun avec les idées de progrès social.

Ce simple regroupement de prestations viserait à inciter le retour à l'emploi à partir de cette philosophie très « macronienne » qui transpire dans le plan de lutte contre la pauvreté, je cite, de lutter « contre l'assistanat ». En oubliant qu'une partie de nos concitoyens ne peuvent pas exercer une activité professionnelle permanente. Et en oubliant surtout de dire que le travail ne protège plus nécessairement de la pauvreté.

Et je passe ici, sans pour autant l'oublier, sur ce que pense le Président des aides sociales...

Le nom choisi pour ce projet de dispositif Présidentiel est d'ailleurs très évocateur de la confusion recherchée... Un Revenu universel ne devrait pas dépendre de l'exercice d'une activité, d'autant qu'une partie des bénéficiaires des minimas sociaux ne peuvent pas travailler pour des questions d'âge, de handicap, de contrainte familiale, d'absence d'offre d'emploi etc....

Ce que propose de faire le gouvernement malgré le nom utilisé, ce n'est donc pas un revenu minimum garanti, ce n'est pas non plus un revenu minimum d'activité pour toute personne salariée puisque le SMIC existe déjà.

Nous sommes donc loin du compte.

Pour en finir avec la pauvreté, il faut s'attaquer aux inégalités. L'instauration d'un véritable Revenu universel va dans le bon sens. Et les conséquences économiques et sociales de la crise sanitaire font accélérer ces réflexions.

Au point que 15 présidents de Département veulent pouvoir l'expérimenter.

Nous proposons donc de nous y joindre.

Alors bien sûr, comme pour les congés payés avant-guerre, la Sécu à la libération, le RMI en 1988, les 35 heures à la fin du 20^{ème} siècle, et j'en passe, il va falloir vaincre quelques idées reçues et les conservatismes chez certains.

Et comment on finance ? Par la répartition des richesses tirées de l'économie et chacun sait qu'il y a de la marge, « du grain à moudre » comme disait l'autre.

Quelques pistes ?

- Financé par les 500 plus grosses fortunes européennes, la France est largement en tête avec un total de 354,3 Milliards... comme quoi contrairement à une idée reçue, la fiscalité Française ne favorise pas l'évasion fiscale ou les cessions patrimoniales...
- Peut-être financé par les 500 plus grosses fortunes de France cumulent désormais 1.000 milliards d'euros de patrimoine... Si le SMIC avait progressé dans les mêmes proportions, il serait aujourd'hui à 4.805 Euros net par mois !
- Ou peut-être par les grandes multinationales qui ont réalisé un record avec 60 milliards d'euros de profits cumulés en un semestre... Comme l'étude OXFAM l'a souligné plus de 60% des bénéfices des entreprises du CAC40 sont versés aux actionnaires.
- Ou financé par le recouvrement de la perte de recettes fiscales en France liée à l'évasion fiscale pratiquée par des multinationales et qui s'élève à 15,4 Milliards. 40% des bénéfices des multinationales sont transférés dans des paradis fiscaux.

Au même titre que l'augmentation généralisée des salaires, que le retour à une retraite pleine et entière à 60 ans ou que la baisse du temps de travail hebdomadaire, la création d'un Revenu universel permet d'aboutir à un nouveau pacte social, dans le monde d'après débarrassé de la misère.

Et financé en rectifiant les abus du monde actuel.